

LA PROPOSITION DE BUDGET DE L'UE

COMPRENDRE LE CADRE FINANCIER PLURIANNUEL



Quaker
Council for
European
Affairs

Bruxelles, août 2018

L'Union européenne est beaucoup plus active dans le monde, que ne le réalise nombre de citoyens. Elle a utilisé son pouvoir de persuasion pour promouvoir ses valeurs dans le monde, faisant progresser les droits de l'homme dans de nombreux endroits.

La proposition de cadre budgétaire de l'UE, ou cadre financier pluriannuel prévoit des niveaux de financement sans précédent, pour la gestion des frontières et les projets militaires, sur les sept prochaines années. Ce montant comprend 21 milliards € pour le contrôle des frontières extérieures et 21 autres milliards € pour la recherche, le développement et la passation des marchés dans le domaine des armes. Dans les deux cas, c'est beaucoup de fois ce qui a été dépensé au cours des sept dernières années.

L'impulsion donnée à ces dépenses provient de la perception qu'ont les citoyens de l'attitude/opinion des citoyens vis-à-vis de l'immigration, des craintes de la Russie et des efforts déployés pour accroître la croissance économique – dont l'industrie de l'armement.

Les organisations chef de file de la consolidation de la paix, des droits de l'homme, du développement et de l'humanitaire, sont désireuses de partager leur expertise, de manière à ce que l'Europe ne répète pas les erreurs que la communauté internationale a commises à d'innombrables reprises dans le passé.

En particulier, les propositions visant à consacrer des milliards d'euros à la recherche sur le commerce d'armes du secteur privé, au renforcement des capacités militaires et au contrôle des frontières – tant à l'intérieur d'un pays qu'à l'étranger – ne traitent pas des causes profondes des conflits violents, de la dégradation de l'environnement, de la mauvaise gouvernance et autres facteurs de migration. Les réponses simplistes aux défis complexes risquent davantage d'ancrer les cycles de violence, la fragilité et le déplacement des populations.

L'UE est fière de la contribution globale qu'elle a apportée au cours des sept dernières années. Les analyses portant sur des fonds tels l'instrument contribuant à la stabilité et à la paix, ou encore l'instrument pour la démocratie et les droits de l'homme ont montré l'impact que peut avoir l'UE lorsqu'elle dépense bien son budget.

Il a été prouvé qu'investir dans la consolidation de la paix et dans les politiques migratoires centrée sur l'humain, fonctionnent. Les éléments de preuve démontrent l'impact d'une approche intégrée de la consolidation de la paix, du développement durable et des droits de l'homme. Une telle approche doit être cantonnée dans le cadre budgétaire septennal, sinon le climat politique actuel sera « verrouillé » pour les années à venir.

L'Europe n'a pas besoin d'un budget de l'UE qui normalise le mode de crise de ces dernières années. L'Europe devrait plutôt être à la pointe pour s'attaquer aux causes des conflits et de l'insécurité.

→

→

DROITS DE L'HOMME ET GESTION DES FRONTIÈRES

- **Comment l'UE veillera-t-elle à ce que ces nouveaux fonds importants ne soient pas utilisés pour enfreindre les droits de l'homme des personnes vulnérables**, ou pour supprimer les libertés dans les pays bénéficiaires ? La transparence est nécessaire, mais la complexité et l'incohérence des mécanismes de notification aux niveaux nationaux et à la Commission européenne, rendront l'accès public à l'information, difficile.
- Certaines des nouvelles sources de financement du contrôle aux frontières représentent **un coup de fouet pour les entreprises de sécurité du secteur privé** des États membres de l'UE et les États Unis.¹ Le contrôle de l'affectation des fonds de l'UE aux pays tiers pour la gestion des frontières et la mise en place d'autres forces de sécurité constitueront un défi de taille. L'UE a acquis une expérience considérable en s'efforçant de mettre en place des institutions de sécurité publiques durables et appropriées ; il lui est donc possible de tirer des enseignements de ses propres évaluations.

CONSOLIDATION DE LA PAIX + SÉCURITÉ

- L'instrument actuel contribuant à la stabilité et à la paix, sera intégré dans un fonds plus général. Cela pourrait signifier une réflexion plus concertée entre les services de la Commission européenne et les États membres ; mais **risque de compromettre le financement essentiel de la consolidation de la paix et la prévention des conflits.**²
- La nouvelle « facilité de soutien à la paix » proposée, dotée d'un budget de 10,5 milliards €, n'est pas ce qu'elle suggère. Elle ne cherche pas à s'attaquer aux causes profondes des conflits, mais **permet à l'UE d'armer et équiper des forces militaires étrangères.**³ Étant donné que ce fonds se situe en dehors du budget principal de l'UE, il n'est pas soumis au contrôle du Parlement européen.⁴
- Dans le même temps, le nouveau « fonds européen de la défense » prévoit un montant supplémentaire de 10,5 milliards € pour la recherche et le développement militaire du secteur privé. Le financement ne serait assuré que si trois États membres ou plus, s'engageaient à acheter les produits finis⁵ – autrement dit, **une subvention effective au commerce européen des armes.**

Beaucoup l'ont dit avant nous, dont Jan Eliasson, ancien secrétaire général adjoint des NU : « il n'y a pas de paix sans développement et il n'y a pas de développement sans paix, et rien de ce qui précède sans respect des droits de l'homme ».

Le prochain budget de l'UE est une occasion pour l'UE de faire face à ses valeurs initiales de paix et de respect des droits de l'homme, en garantissant le financement de la consolidation de la paix civile et non en risquant de porter atteinte à sa réputation de respect des droits de l'homme et de l'État de droit.

*Travaux de consolidation de la paix.
Les réfugiés sont des êtres humains.
Investissons en eux.*

WWW.QCEA.ORG/MFF

1. Akkerman, Mark. “How the security industry reaps the rewards of E.U. migration control”, NewsDeeply, June 4 2018.

<https://www.newsdeeply.com/refugees/community/2018/06/04/how-the-security-industry-reaps-the-rewards-of-e-u-migration-control>

2. Proposal for a Regulation of the European Parliament and of the Council establishing the Neighbourhood, Development and International Cooperation Instrument, European Commission, 14 June 2018.

<http://www.qcea.org/wp-content/uploads/2018/08/PART-2018-347913V1.pdf>

3. Proposal of the High Representative of the Union for Foreign Affairs and Security Policy, with the support of the Commission, to the Council for a Council Decision establishing a European Peace Facility, Council of the European Union, 13 June 2018.

https://www.parlament.gv.at/PAKT/EU/XXVI/EU/02/60/EU_26051/imfname_10818839.pdf

4. The budgetary tools for financing the EU external policy, European Parliament, January 2017.

Article 41(2) of the Lisbon Treaty prohibits the use of the EU budget for military missions. Including the full EDF in the budget would make it difficult to continue those parts of the EU's support to the APF [African Peace Facility, precursor to the European Peace Facility] that fund military operations. [...] The EP makes budgetisation conditional on “a permanent and separate solution for EU financing for security expenses that are linked to and in coherence with development cooperation.” Page 36.

[http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/572708/IPOL_STU\(2017\)572708_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/572708/IPOL_STU(2017)572708_EN.pdf)

5. Defending Europe: The European Defence Fund, European Commission factsheet, June 2018.

https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/defence_fund_factsheet_0_0.pdf